

**Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal
Du Mardi 14 Mai 2024 à 19h00**

En ce **Mardi 14 Mai 2024 à 19h00**, le Conseil Municipal de la Commune de COURS, se réunit, en session ordinaire, à la salle du Conseil Municipal de la commune de Cours.

M. le Maire procède à l'appel des conseillers, soit :
18 présents, 10 absents, 4 procurations, soit 22 votants sur vingt-huit membres en exercice.

Mme Delphine CHARRIER est désignée secrétaire de séance.
Mme Cécile VERNAY CHERPIN en retard, rejoint l'assemblée à 19h30.

M. le Maire, soumet au vote le compte-rendu de la séance précédente en date du 08 avril 2024, qui a été transmis à chaque conseiller : il est approuvé à l'unanimité.

Pour débiter cette séance, je voudrais en premier lieu rendre hommage au nom de l'ensemble du Conseil Municipal de la Ville de Cours à Gabriel BOUCAUD, ancien Adjoint, décédé le 9 avril dernier. Je présente à Catherine, son épouse et à sa famille, toutes nos sincères condoléances.

Gabriel a été particulièrement impliqué dans la vie communale de Thel, mais aussi dans la création de notre Commune Nouvelle en 2016. Il n'occupait plus de fonction électorale, mais Gabriel était encore très présent dans la vie associative de Thel. Il était le Président du Comité du Repas des Anciens. Son investissement et surtout sa sympathie vont nous manquer.

Avant de débiter cette séance, Monsieur le Maire propose de rajouter un point à l'ordre du jour, concernant une demande de subvention exceptionnelle de l'association « Chant'Cours », qui organise un évènement musical en hommage à Pascal Canard. Cette demande étant arrivée hors délai, elle n'a pas pu être inscrite au Budget Primitif 2024 voté par notre dernier Conseil. Nous devons donc délibérer ce jour, pour acter ce soutien financier. A l'unanimité les membres du conseil acceptent ce nouveau point à l'ordre du jour.

LE CONSEIL MUNICIPAL

1. INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE – Compte-rendu des décisions prises par le maire

Exposé de Monsieur Patrice VERCHERE – Maire de Cours

Depuis le conseil municipal du 08 Avril 2024, 14 décisions ont été prises au titre de la délégation de pouvoirs accordée par le conseil municipal au maire en vertu de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Ces décisions concernent le foncier, la commande publique, les finances locales et le domaine public.

- Renonciation à exercer le droit de préemption urbain sur les biens suivants :

N°	Parcelle cadastrale		Adresse	Nature du bien	Superficie
	Section	N°			
15/2024	AB	423	519 rue de Thizy - Cours la Ville	immeuble d'habitation	2282 m ²
16/2024	262 B	1209, 1242	73 chemin de truchet - Cours la Ville	habitation	624 m ²
17/2024	AI	363, 479	Etang du moulin	étang	6013 m ²
18/2024	AP	269	Chemin du bas de Cours - Cours la Ville	habitation	383 m ²
19/2024	AD	841	465 rue Georges Clemenceau- Cours la Ville	habitation	172 m ²

20/2024	AD	294, 494	159 rue de Chauffailles - Cours la Ville	habitation	832 m ²
21/2024	AD	122	202 rue de Thel - Cours la Ville	habitation	443 m ²
22/2024	AO	149	812 rue Général Leclerc - Cours la Ville	habitation	234 m ²
23/2024	AH	130	245 chemin de la Villette - Cours la Ville	habitation	1040 m ²
24/2024	AI	323	450 boulevard Pierre de Coubertin - Cours la Ville	habitation	1015 m ²
25/2024	262 A	346, 350	371 rue de la Cime de Cours - Cours la Ville	habitation et terrain	4210 m ²

- Décisions du Maire :

- **N°2024/04 du 22/04/2024** : cette décision reprend l'avenant n°5 du bail du cabinet d'infirmières à la maison de santé pour intégrer une nouvelle infirmière au cabinet à compter du 1^{er} mai 2024, à savoir Mme LARGENT Delphine Michèle.
- **N°2024/05 du 22/04/2024** : cette décision précise le bail pour la diététicienne Mme VINEY Charlotte Catherine Claude. Elle débutera son activité à compter du 1^{er} mai 2024 2 jours par semaine.
- **N°2024/06 du 02/05/2024** : cette décision précise le nombre de chats à stériliser sur l'année 2024, le réduire à 35 animaux au lieu de 40 en 2023.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article L2122-22 du CGCT, il est demandé à l'assemblée délibérante de prendre acte des décisions prises par le maire.

2. FINANCES LOCALES – Budget général – Approbation du compte de gestion 2023.

Exposé de Madame Cécile VERNAY CHERPIN – 1^{ère} Adjointe

Après s'être fait présenter les budgets de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que de l'état de l'actif, du passif et des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023, celui de tous les titres de recettes émis, de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant la régularité du compte de gestion de la commune de Cours,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A l'unanimité, les membres du Conseil municipal déclarent que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2023, par le receveur, visé et certifié par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

3. FINANCES LOCALES – Budget général – Approbation du compte administratif 2023

Exposé de Madame Cécile VERNAY CHERPIN – 1^{ère} Adjointe

Après avoir pris connaissance du compte administratif de la commune de Cours – Exercice 2023, Monsieur le Maire sera appelé à se retirer afin de laisser l'Assemblée délibérer, conformément à l'article L 2121-14 du Code général des collectivités locales.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le compte administratif de la Commune de Cours faisant ressortir au titre de l'exercice 2023 :

Libellé	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
Résultats reportés		1 503 311.24	54 044.03	
Opérations de l'exercice	4 659 295.22	5 230 719.26	2 243 087.90	1 950 124.45
Totaux	4 659 295.22	6 734 030.50	2 297 131.93	1 950 124.45
Résultats de clôture		2 074 735.28	347 007.48	

Monsieur le Maire quitte l'assemblée.

A l'unanimité, les membres du Conseil Municipal approuvent le compte administratif du budget de la commune de Cours tel que présenté.

4. FINANCES LOCALES – Budget annexe Lotissement VERCENNES – Approbation du compte de gestion 2023

Exposé de Madame Cécile VERNAY CHERPIN – 1^{ère} Adjointe

Après s'être fait présenter les budgets de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que de l'état de l'actif, du passif et des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023, celui de tous les titres de recettes émis, de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant la régularité du compte de gestion du Lotissement « VERCENNES » de la commune de Cours,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires, Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A l'unanimité, les membres du Conseil municipal déclarent que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2023, par le receveur, visé et certifié par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

5. FINANCES LOCALES – Budget annexe Lotissement VERCENNES – Approbation du compte administratif 2023

Exposé de Madame Cécile VERNAY CHERPIN – 1^{ère} Adjointe

Après avoir pris connaissance du compte administratif du Lotissement « VERCENNES » de la Commune de Cours – Exercice 2023, Monsieur le Maire devra se retirer afin de laisser l'Assemblée délibérer, conformément à l'article L 2121-14 du Code général des collectivités locales.

Le Conseil Municipal est invité à approuver le compte administratif 2023 du Lotissement « VERCENNES » de la Commune de Cours, faisant ressortir :

- un excédent de fonctionnement de 0.50 €
- un déficit d'investissement de 189 659.75 €.

Monsieur le Maire quitte l'assemblée.

A l'unanimité, les membres du Conseil Municipal approuvent le compte administratif du budget Lotissement Vercennes tel que présenté.

6. FINANCES LOCALES – Budget annexe Maison de Santé – Approbation du compte de gestion 2023.

Exposé de Madame Cécile VERNAY CHERPIN – 1^{ère} Adjointe

Après s'être fait présenter les budgets de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que de l'état de l'actif, du passif et des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023, celui de tous les titres de recettes émis, de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant la régularité du compte de gestion de la Maison de santé de la commune de Cours,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A l'unanimité, les membres du Conseil municipal déclarent que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2023, par le receveur, visé et certifié par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Monsieur le Maire remercie les élus et le personnel communal pour tout le travail réalisé. Il rappelle que grâce à la rigueur imposée à tous de nombreux investissements ont pu être réalisés. Il rappelle aussi que la commune a pris à son compte de nombreux services qui normalement sont à la charge de l'Etat suite à son désengagement, comme le Pimm's, la maison de santé.

7. FINANCES LOCALES – Budget annexe Maison de Santé – Approbation du compte administratif 2023

Exposé de Madame Cécile VERNAY CHERPIN – 1^{ère} Adjointe

Après avoir pris connaissance du compte administratif du budget annexe Maison de Santé de la Commune de Cours – Exercice 2023, Monsieur le Maire devra se retirer afin de laisser l'Assemblée délibérer, conformément à l'article L 2121-14 du Code général des collectivités locales.

Le Conseil Municipal est invité à approuver le compte administratif 2023 du budget annexe Maison de Santé de la Commune de Cours, faisant ressortir :

- un excédent de fonctionnement pour l'année N de 19 869.29 €
- un excédent d'investissement pour l'année N de 29 424.28 €.

Monsieur le Maire quitte l'assemblée.

A l'unanimité, les membres du Conseil Municipal approuvent le compte administratif du budget Maison de Santé tel que présenté.

8. FINANCES LOCALES – Demande de subvention auprès de l'Agence Nationale du Sport « Rugby Héritage 2023 »

Exposé de Madame Catherine DEPIERRE – 2^{ème} Adjointe

Suite à l'organisation en 2023 de la Coupe du Monde de Rugby en France et conformément aux décisions arrêtées par le Premier Ministre en janvier 2022, l'Agence Nationale du Sport a confirmé la mise à disposition d'une enveloppe budgétaire en 2024 pour le soutien à la création ou rénovation d'équipements sportifs dédiés à la pratique du rugby.

La commune de Cours souhaite donc présenter un dossier pour la réfection totale du stade de la Rivière : réfection du gazon, avec drains, pelouse, contours avec barrières.
Des devis sont en cours d'élaboration.

Cette opération pourrait bénéficier d'une subvention de 50% à hauteur maximum de 50 000 €.

Aussi il est proposé à l'Assemblée d'autoriser la demande de subvention auprès de l'Agence Nationale du Sport.

9. FINANCES LOCALES - Demande de subvention auprès du Département du Rhône pour les bâtiments des Chardons – acquisition, démolition et renaturation

Exposé de Monsieur Bernard KRAEUTLER – 5^{ème} Adjoint

Dans le cadre de la rétrocession par EPORA à la commune des bâtiments des Chardons, ex site de l'entreprise Philibert, il convient de prévoir la démolition des bâtiments qui ne sont plus utilisés et qui présentent des faiblesses structurelles. Ce projet de démolition permettra de recréer un espace arboré en lieu et place, en plein centre de la commune.

Cette opération pourrait bénéficier d'une aide départementale.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé, au stade des premières consultations, à 364 000.47 € H.T. répartis comme suit :

- Rachat de la parcelle AC0274 : 181 917.47 € HT soit 218 300.96 € TTC
- Travaux : 182 083 € H.T, soit 218 500 € TTC

Le plan de financement est établi comme suit :

FINANCEUR	SUBVENTION SOLLICITEE	AUTOFINANCEMENT	
DEPARTEMENT	180 000		
COMMUNE		256 800.96	
TOTAL OPERATION HT			364 000.47 €
TOTAL OPERATION TTC			436 800.96 €

L'objectif de ces travaux est de réaménager le secteur, remettre propre en détruisant les ruines. Un petit bâtiment sur la partie basse pourrait être conservé pour accueillir un artisan. L'espace sera renaturé aussi pour permettre une continuité avec l'existant.

Les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité, décident :

- d'autoriser la demande de subvention auprès du Département du Rhône
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les pièces s'y rapportant.

10. FINANCES LOCALES – Demande de subvention auprès du Département du Rhône pour les travaux de rénovation du bar restaurant de Pont Trambouze et des abords

Exposé de Monsieur David GIANONE – Maire délégué de Pont Trambouze

Suite à l'acquisition de l'ancien bar restaurant de Pont Trambouze – place Michalot, une consultation a été menée auprès d'un architecte pour chiffrer les travaux envisagés.

Le projet consiste en le réaménagement d'un immeuble d'une surface au sol de 115 m² comportant 3 niveaux et implanté place Michalot à Pont Trambouze pour y installer :

- Au rez-de-chaussée un commerce bar/restaurant :
 - o Surface du bar restaurant : 90 m²
 - o Surface de la véranda : 28 m²
- Au 1^{er} étage : 2 logements T2 surface 90 m² à rénover dans un second temps

Il s'agit d'une rénovation totale avec extension pour la création de la véranda et des accès aux différents niveaux.

Le devis estimatif sommaire fait apparaître un montant de travaux évalué à 366 500 € HT répartis comme suit :

Travaux préparatoires	17 000 € HT
Travaux sur les communs	162 500 € HT
Travaux bar restaurant	187 000 € HT
TOTAL TRAVAUX	366 500 € HT
Honoraires de maîtrise d'œuvre	37 000 € HT
Dépenses annexes	16 000 € HT
TOTAL DU PROJET	419 500 € HT
TOTAL TTC	503 400 € TTC

La commune de COURS est une commune nouvelle depuis 2016. Ce bar restaurant se situe sur la commune déléguée de Pont Trambouze (450 habitants), il s'agit du dernier commerce après la fermeture des 3 derniers bars sur le territoire. Il est nécessaire de ré-ouvrir ce lieu qui sera l'unique sur cette commune déléguée, afin de proposer de nouveaux services à la population et de maintenir du lien social. Ce commerce est tout à fait viable du fait de la fréquentation de la population, des associations locales importantes et le passage de 6 000 véhicules par jour sur cette commune.

Le réaménagement du bar restaurant sera aussi l'occasion de déplacer légèrement la rue afin de créer une véranda pour le restaurant. Les aménagements extérieurs seront réalisés en même temps que l'aménagement du restaurant afin de ne pas limiter l'accès à la mairie et aux bâtiments industriels de derrière.

Cette opération pourrait bénéficier d'une aide départementale.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé, au stade des premières consultations, à 513 250 € H.T. répartis comme suit :

- Acquisition des bâtiments : 93 750 € HT soit 112 500 € TTC
- Travaux et honoraires : 419 500 € H.T, soit 503 400 € TTC

Le plan de financement est établi comme suit :

FINANCEUR	SUBVENTION SOLLICITEE	AUTOFINANCEMENT	
DEPARTEMENT	70 000		
REGION	200 000		
COMMUNE		345 900	
TOTAL OPERATION HT			513 250 €
TOTAL OPERATION TTC			615 900 €

Aussi il est proposé à l'Assemblée d'autoriser la demande de subvention auprès du Département du Rhône. Les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité, décident :

- d'autoriser la demande de subvention auprès du Département du Rhône
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les pièces s'y rapportant.

11. FINANCES LOCALES – Demande de subvention auprès de la Région – Aménagement des abords de la rue G Clémenceau

Exposé de Monsieur Bernard KRAEUTLER – 5^{ème} Adjoint

La commune souhaite poursuivre l'aménagement du centre-ville de Cours-La Ville en réaménageant la partie haute de la rue Georges Clémenceau, en requalifiant la place de la Bouverie et en procédant à la mise en accessibilité de la rue de Thel.

Concernant la rue Georges Clémenceau, la commune a acquis plusieurs bâtiments destinés à être démolis afin de rendre cette rue centrale et commerçante accessible aux personnes à mobilité réduite. L'objectif est de redonner de la vie dans ce quartier du centre-ville grâce à une réhabilitation de qualité avec la création d'un parking pour les commerces et d'un square paysager, situé à l'angle des rues Docteur Lhéritier et Georges Clémenceau. Cette opération rentre dans le cadre de la renaturation du centre-ville.

La place de la Bouverie se trouve sur le haut de la rue Georges Clémenceau. Il s'agit d'une place historique où se tenaient les marchés aux bestiaux qui n'a fait l'objet d'aucune requalification depuis 50 ans. Sa mise en accessibilité est essentielle car elle marque sur cette partie le début des commerces du centre-ville. Elle est

utilisée comme parking pour le cinéma et le théâtre. De même, est prévu la mise en accessibilité de la rue de Thel, axe principal reliant la commune déléguée de Thel à celle de Cours-La Ville. La rue de Thel est en continuité de la place de la Bouverie. Les réhabilitations de la place et de la rue doivent s'effectuer concomitamment afin de réaliser un aménagement paysager de qualité. Des démolitions sont aussi prévues sur la rue de Thel. Il s'agit des aménagements prévus pour la partie haute de la rue, travaux de 2^{ème} phase.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 1 316 887,60 € H.T. répartis comme suit :

- Travaux 2024 : 400 422 € HT
- Travaux 2024/2025 : 223 555,50 € HT
- Travaux 2025/2026 : 551 815,00 € HT
- Honoraires et études diverses : 141 095,10 € HT

Le plan de financement est établi comme suit :

FINANCEUR	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTIONS OBTENUES	AUTOFINANCEMENT
FONDS VERT 2023		64 236 €	
DEPARTEMENT 2023		180 000 €	
REGION 2023	500 000 €		
COMMUNE			572 651,60 €
TOTAL OPERATION HT			1 316 887,60 €

Les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité, décident :

- d'autoriser la demande de subvention auprès de la Région Auvergne Rhône Alpes, telle que présentée
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les pièces s'y rapportant.

12. FINANCES LOCALES – Demande de subvention Département du Rhône – salle Setzer
Exposé de Monsieur Jonathan PONTET – 3^{ème} Adjoint

Il convient de rénover la salle de sports de Pont Trambouze, salle Setzer. Pour cela il est prévu le changement des fenêtres et portes pour avoir un gain énergétique et aussi mettre en sécurité le bâtiment. Après ces travaux, il restera les vestiaires à refaire, travaux à prévoir sur 2025-2026.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 39 276.76 € H.T. répartis comme suit :

- Travaux 2024 entreprise DURIER : 11 624.76 € HT
- Travaux 2024 entreprise CHERPIN : 27 649.00 € HT

Cette opération pourrait bénéficier d'une aide départementale, à hauteur de 18 000 €.

Le plan de financement est établi comme suit :

FINANCEUR	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTIONS OBTENUES	AUTOFINANCEMENT
DEPARTEMENT 2024	18 000 €		
COMMUNE			29 128.51 €
TOTAL OPERATION HT			39 276.76 €
TOTAL OPERATION TTC			47 128.51 €

Les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité, décident :

- d'autoriser la demande de subvention auprès du Département du Rhône
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les pièces s'y rapportant.

13. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – Avenant n°1 convention d'attribution Petites Villes de Demain
Exposé de Monsieur Bernard KRAEUTLER – 5^{ème} Adjoint

La Banque des territoires et le Département du Rhône ont conclu le 20 avril 2021 une convention de partenariat opérationnel pour la mise en œuvre des contributions de la Caisse des Dépôts au programme Petites villes de demain.

Les Parties ont décidé de proroger cette convention selon les modalités fixées par le présent avenant jusqu'au 31 décembre 2026.

Il s'agit de modifier le montant de l'enveloppe de ladite convention de partenariat, pour intégrer une nouvelle étude, qui n'avait pas été inscrite dans la convention pour la commune de Cours.

Intitulé de l'ingénierie	Maître d'ouvrage	Coût total
Étude n°3 : Mission d'assistant à maîtrise d'ouvrage en architecture et urbanisme afin d'étudier la faisabilité et définir les usages et les aménagements pour la construction d'une halle couverte dans le centre-bourg	Commune de Cours	34 200 € HT

Le montant total maximal du financement attribué par le Département aux Bénéficiaires dans le cadre du Programme Petites Villes de demain est fixé à 119 000 € pour la durée de la convention pour réaliser l'intégralité des études fixées au point 2 : 85 000 € au titre de la Banque des Territoires (BDT) et 34 000 € du Département.

Une partie de cette enveloppe a été consommée via la convention signée le 04 mai 2023.

Les crédits disponibles sont explicités ci-dessous.

		Banque des territoires	Département du Rhône	Total/commune
Crédits disponibles de la convention pour chaque commune par financeur	Amplepuis	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Cours	17 000,00 €	6 800,00 €	23 800,00 €
	Thizy-les-Bourgs	687,50 €	275,00 €	962,50 €
Total crédits restants		17 687,50 €	7 075,00 €	24 762,50 €
		24 762,50 €		

		Banque des territoires	Département du Rhône	Total/commune
Crédits supplémentaires pour l'EPCI via le présent avenant n°1		34 000,00 €	13 600,00 €	
Pourcentage de financement		50% du HT	20% du HT	Total/commune
Montant plafonné par commune		11 333,33 €	4 533,33 €	15 866,67 €

		Banque des territoires	Département du Rhône	Total/commune
Cumul des crédits disponibles par commune et par financeurs, comprenant la convention et le présent avenant n°1	Amplepuis	11 333,33 €	4 533,33 €	15 866,67 €
	Cours	28 333,33 €	11 333,33 €	39 666,67 €
	Thizy-les-Bourgs	12 020,83 €	4 808,33 €	16 829,17 €

Nouvelle étude financée pour Cours

Maître d'ouvrage	Étude	Montant HT	Financement Banque des Territoires	Financement Département du Rhône	Total financeurs	Montant étude en € TTC	Reste à charge MOA en € TTC
Commune de Cours	Étude n°3 : Mission d'assistant à maîtrise d'ouvrage en architecture et urbanisme afin d'étudier la faisabilité et définir les usages et les aménagements pour la construction d'une halle couverte dans le centre-bourg	34 200 €	17 100 €	6 840 €	23 940 €	41 040 €	17 100 €

Les territoires Petites Villes de demain devront effectuer leur demande de paiement de cofinancement auprès du Département du Rhône avant le 31 mars 2026.
Les autres articles demeurent inchangés.

Il est demandé aux membres du conseil d'approuver l'avenant tel que présenté.

Il restera un peu d'argent sur l'enveloppe de subvention allouable, cela permettra de mener une autre étude pour un aménagement sur la zone d'activités de l'Anonyme, à proximité de Malerba. Cela fera l'objet d'un nouvel avenant.

A l'unanimité, les membres du Conseil Municipal approuvent l'avenant tel que présenté et autorisent M le Maire à signer les documents s'y rapportant.

Une première réunion a eu lieu avec le bureau d'études pour préparer le projet de la Halle Couverte : une réunion publique, des ateliers avec les élus, techniciens, commerçants et associations sont aussi prévus.

14. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – Zones d'Accélération d'Energies Renouvelables - cartographie *Exposé de Monsieur Patrice VERCHERE – Maire de Cours*

La loi du 10 mars 2023 vise à accélérer le développement des énergies renouvelables afin de porter leur part à l'échelle nationale à 33% en 2030, et ce pour :

- Lutter contre le changement climatique
- Etre souverain d'un point de vue énergétique
- Créer des emplois locaux non délocalisables
- Développer les retombées financières pour le territoire.

Pour cela, cette loi dote les communes d'un nouvel outil : les zones d'accélération des énergies renouvelables. Une ZAE nR est une zone favorable à l'implantation d'une installation de production d'énergie renouvelable, en raison de l'existence d'un potentiel de production sur la zone en question.

La commune a donc travaillé à l'élaboration des ZAE nR sur le territoire de Cours dans les 7 filières recommandées, à savoir :

- L'éolien
- La géothermie
- Le biogaz / biométhane
- Le bois-énergie / biomasse
- Le solaire photovoltaïque
- Le solaire thermique
- L'hydroélectricité.

Ces zones peuvent porter sur tous types de foncier, public comme privé. Une ZAE nR ne signifie pas que le projet situé dans cette zone sera automatiquement autorisé. Cela ne signifie pas non plus qu'un projet

envisagé en dehors d'une ZAEnR sera automatiquement refusé : que les projets soient situés ou non en ZAEnR, ils seront soumis aux mêmes procédures réglementaires et pourront donc être refusé ou autorisé. Toutefois les projets situés en ZAEnR feront l'objet d'avantages en termes de délais d'instruction et de soutiens financiers. Les décrets d'application précisant les projets bénéficiaires et la nature de ces avantages sont attendus.

Une concertation des administrés a été menée du 6 au 12 mai 2014, par le biais d'une communication sur le site internet de la commune. Ces ZAEnR seront revues tous les 5 ans.

Concernant la cartographie sur l'éolien il est proposé de retirer l'espace repéré pour une possible implantation afin de ne pas gêner les constructions qui pourraient se situer à proximité du site. Aussi il est proposé de présenter une cartographie pour la filière éolienne vierge.

A l'unanimité, les membres du Conseil Municipal approuvent les cartographies des ZAEnR telles que présentées.

15. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – Vente de l'ancienne salle de gymnastique – Salle Jeanne d'Arc *Exposé de Monsieur Patrice VERCHERE – Maire de Cours*

La commune de Cours est propriétaire des bâtiments de l'ancienne salle de gymnastique, salle Jeanne d'Arc, située 34 impasse de l'Ancienne Cure 69470 COURS, parcelle cadastrée AB 550.

Cette salle avait été versée du fait de son état vétuste, une nouvelle salle de gymnastique est en cours de construction et devrait être opérationnelle d'ici la fin du 3^{ème} trimestre de cette année.

Un acquéreur a manifesté son intérêt pour ce bâtiment afin de le démolir et de créer du parking pour les bâtiments à côté dont il est déjà propriétaire.

La commune a sollicité l'avis des domaines pour cette cession : le bâtiment a été estimé à 29 000 € avec une marge d'appréciation de 10%.

Toutefois le potentiel acquéreur a présenté en mairie des devis pour la déconstruction, seule une partie sera conservée pour faire des garages, pour un montant de 100 000 €.

Au regard des investissements prévus par le futur acquéreur, et l'état de vétusté du bâtiment, Monsieur le Maire propose que ce bâtiment soit cédé au prix de 14 500 €.

A l'unanimité, les membres du Conseil municipal décident

- d'approuver la cession de la parcelle AB550 au tarif de 14 500 €,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents s'y rapportant,
- que les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur.

16. INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – Modification statutaire de la COR – Compétence informatique *Exposé de Monsieur Bernard KRAEUTLER – 5^{ème} Adjoint*

La COR dispose depuis sa création au 1^{er} janvier 2014 d'une compétence informatique et multimédia héritée de l'ancienne Communauté de Communes du Pays d'Amplepuis Thizy (essentiellement limitée aux écoles primaires publiques et privées).

Face aux nouveaux enjeux informatiques, la COR a décidé d'intégrer à compter du 1^{er} janvier 2019 une compétence informatique plus étendue destinée à accompagner les communes sur leurs systèmes informatiques.

L'enveloppe destinée au financement de cette compétence (évaluée par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) sur l'année de référence 2017 et retirée des attributions de compensation) a été fixée à 615 254 €.

A ce jour, et si les communes sont satisfaites du service rendu, elles ont demandé, compte tenu notamment des exigences nouvelles de dématérialisation en cours et de la multiplication de nouvelles applications et logiciels, plus d'autonomie et/ou la possibilité de souscrire à de nouveaux outils/services en parallèle à ce socle (phénomène accentué par le fait que la COR est composée de communes de tailles différentes n'ayant pas les mêmes besoins). La COR en ce qui la concerne souhaite clarifier son intervention, sécuriser

juridiquement le dispositif et maîtriser l'enveloppe budgétaire dédiée à la compétence informatique. Il est donc nécessaire de redéfinir la compétence informatique.

Il est proposé de modifier l'article 2-3, 15° des statuts de la communauté d'agglomération de la manière suivante :

15° En matière d'informatique : acquisition, renouvellement, gestion et maintenance des matériels, logiciels et missions en matière de :

- Matériel informatique et réseaux d'agents communaux ;
- Logiciels communs ;
- Reprographie ;
- Tiers de télétransmission ;
- Messagerie d'agents ;
- Matériel informatique des écoles primaires.

Les modalités de mise en œuvre de ces actions sont précisées par un plan d'actions de la communauté d'agglomération en matière informatique approuvé par délibération du conseil communautaire.

La COR proposera, par convention, un catalogue de prestation de services, mais les communes pourront, en la matière, faire appel à des prestataires extérieurs. Cette évolution suppose juridiquement que la Communauté d'agglomération redéfinisse sa compétence en matière d'informatique et modifie subséquemment ses statuts. Cette modification statutaire s'opère dans un cadre de neutralité financière.

Cette modification de la compétence permettra plus de souplesse aux communes, notamment pour prendre des logiciels dont elles ont la nécessité. La compétence informatique a beaucoup évolué avec les nouvelles technologies, et les communes ont de plus en plus de demandes différentes.

A l'unanimité, les membres du conseil municipal, décident d'approuver cette modification de la compétence informatique, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents à intervenir.

17. FINANCES LOCALES – Convention de soutien « Communes et groupements communaux » pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus

Exposé de Monsieur Michel PALLUET – 7^{ème} Adjoint

En application de la responsabilité élargie des producteurs, les producteurs, importateurs ou personnes responsables de la première mise sur le marché de produits commercialisés dans des emballages peuvent transférer leurs obligations en matière de prévention et de gestion des déchets d'emballages ménagers à un éco-organisme titulaire d'un agrément à cette fin. Ce dernier perçoit des contributions de ses adhérents qui lui permettent notamment de financer les collectivités territoriales qui assurent le nettoyage des déchets d'emballages ménagers abandonnés.

Par un arrêté du 30 septembre 2022, le cahier des charges d'agrément de Citeo a été modifié notamment pour encadrer la prise en charge des coûts visant au nettoyage et à la réduction des déchets abandonnés sur l'espace public (article IV.7 du Cahier des charges). Les coûts à couvrir ne concernent que des déchets abandonnés diffus issus des produits relevant de l'agrément de la Société agréée. La couverture des coûts de nettoyage des dépôts illégaux de déchets abandonnés, c'est-à-dire des amoncelles de déchets concentrés, ne sont pas objets du recouvrement des coûts.

A cette fin et en concertation avec les représentants des collectivités territoriales telles que représentées en formation emballages ménagers de la commission des Filières REP, Citeo a élaboré une convention –type : la convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus, proposée à toutes les communes et groupements de communes à fiscalité propre ayant en charge le nettoyage des déchets, par distinction avec les autres personnes publiques

Quant à elle, la commune assure seule des opérations de nettoyage des déchets abandonnés, ainsi que des actions d'information, de communication et de sensibilisation pour prévenir l'abandon des déchets d'emballages ménagers dans l'environnement.

A l'unanimité, les membres du Conseil Municipal décident d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffusés, proposée par Citeo.

18. FINANCES LOCALES – Aides à l’habitat – Subvention à la rénovation de l’habitat privé pour les ménages non éligibles aux aides de l’ANAH – Annule et remplace en partie la délibération n°221108-05
Exposé de Monsieur David GIANONE – Maire délégué de Pont Trambouze

Lors de sa séance du 08 novembre 2022, le conseil municipal avait délibéré pour allouer une subvention à la rénovation de l’habitat privé pour les ménages non éligibles aux aides de l’ANAH pour 2 demandes. Il convient de modifier celle de M CARLETTO Aurélien suite à une erreur de calcul des aides allouées.

Dans le cadre de ses ambitions Territoire à énergie positive et, notamment, concernant la thématique prioritaire de la rénovation de l’habitat privé, la Communauté d’Agglomération de l’Ouest Rhodanien (COR) propose un dispositif de soutien à la rénovation énergétique basse consommation, pour des ménages non éligibles aux aides de l’Agence nationale de l’Habitat (ANAH) et ce, notamment, à travers l’accompagnement proposé par la plateforme locale de la rénovation.

Il est rappelé qu’afin de prendre en compte le contexte d’évolution des aides nationales en faveur de la rénovation de l’habitat, de la montée en puissance du nombre des projets de propriétaires bailleurs et de l’apparition de typologies de projets spécifiques, la COR a mis à jour et précisé les règlement d’attribution de ses aides applicables à partir du 1^{er} juillet 2021.

Il est proposé d’attribuer les subventions suivantes dans le cadre de la politique de rénovation de l’habitat menée par la COR, pour les ménages non éligibles aux aides de l’ANAH :

Bénéficiaire	Adresse COURS	Travaux	Montant TVX TTC	Aide COR	Subvention Cours	Total
CARLETTO Aurélien	1274 Chemin de la Recette 69470 COURS	- Isolation combles - ITI lin chanvre coton - Menuiserie PVC - PAC géothermale - ECS PAC mixte	59 142.62 €	4 600 €	2 300 €	6 900 €

Le Conseil Municipal, à l’unanimité, approuve l’attribution des subventions pour les aides à la rénovation de l’habitat privé pour les ménages non éligibles aux aides de l’ANAH, telles que présentées.

19. PERSONNEL COMMUNAL – Modification du tableau des effectifs – Création d’un poste de rédacteur pour nomination d’un agent suite à réussite au concours
Exposé de Madame Cécile VERNAY CHERPIN – 1^{ère} Adjointe

Il est rappelé que par délibération n°18, en date du 11 septembre 2023, l’Assemblée délibérante a mis à jour son tableau des effectifs à compter du 1^{er} septembre 2023.

Considérant la réussite au concours de rédacteur territorial de Mme Justine MERCIER, et au regard des missions qu’elle exerce, il convient d’ouvrir un poste sur le tableau des effectifs. Mme MERCIER sera effectivement nommée sur le grade de rédacteur au 1^{er} juin 2024.

Aussi, il est proposé les modifications suivantes :

- Création d’1 poste de rédacteur à temps complet pour nomination d’un agent inscrit sur liste d’aptitude suite à la réussite au concours de rédacteur territorial,
- Suppression d’1 poste d’adjoint administratif à temps complet suite à la nomination de cet agent sur le grade de rédacteur.

Vu l’avis sollicité du Comité Technique mutualisé,

Il est demandé au Conseil Municipal de valider le tableau des effectifs de la commune de COURS, à partir du 1^{er} juin 2024, comme suit :

CADRE D'EMPLOIS	Cat.	Effectif budgétaire	Effectif pourvu	dont temps N.C.	dont contrat
Emplois fonctionnels et collaborateurs de cabinet					
Collaborateur de cabinet	B	1	1	0	0
		1	1	0	0
Filière Administrative					
Attaché	A	1	1	0	0
Rédacteur	B	3	2	0	1
Adjoint administratif	C	5	5	0	0
		9	8	0	1
Filière Culturelle					
Adjoint du patrimoine	C	1	1	0	0
		1	1	0	0
Filière Technique					
Ingénieur	A	1	1	0	0
Technicien	B	1	0	0	0
Agent de maîtrise	C	4	4	0	0
Adjoint technique	C	24	23	9	0
		30	28	9	0
Filière Sociale					
ATSEM	C	3	3	1	0
		3	3	1	0
Filière Police Municipale					
Agent de police municipale	C	1	1	0	0
		1	1	0	0

Madame VERNAY CHERPIN et l'ensemble des élus félicitent Justine pour la réussite de ce concours, en rappelant son investissement pour la commune et son sérieux dans son travail.

A l'unanimité, les membres du Conseil Municipal décident de valider le tableau des effectifs de la commune de COURS, à partir du 1^{er} juin 2024, tel que présenté.

20. VŒUX ET MOTIONS – Motion relative aux mesures d'économies annoncées par l'Etat susceptibles d'affecter les finances locales à l'initiative de l'Association des Petites Villes de France

Exposé de Monsieur Patrice VERCHERE – Maire de Cours

Suite à la publication des chiffres du déficit public pour l'année 2023 et la gravité de la situation des finances et de la dette publique, le gouvernement a décidé un certain nombre de mesures d'économie et d'imposer aux collectivités de réduire les dépenses de fonctionnement de 0.5% en volume en dessous du niveau de l'inflation.

Les efforts demandés aux collectivités représentent une ponction de 15 milliards d'euros sur 5 années, alors même que les collectivités territoriales ont de plus en plus de mal à faire fonctionner les services publics locaux et sont appelées à prendre de plus en plus le relais de l'Etat dans le domaine de la santé, de la sécurité et très bientôt de la petite enfance avec la mise en place d'un service public à l'échelle du bloc communal.

Les collectivités soumises à « la règle d'or » réalisent 70% de l'investissement public et près de 20% des dépenses publiques, alors qu'elles représentent moins de 9% du total de la dette publique, elles ne sont par conséquent nullement responsables de la dégradation des comptes publics.

L'autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales est remise en cause depuis une vingtaine d'années par la suppression des leviers fiscaux et une recentralisation importante de l'Etat.

Au regard de tous ces éléments il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'adopter la motion de soutien présentée par l'Association des Petites Villes de France, relative aux mesures d'économies annoncées par l'Etat susceptibles d'affecter les finances locales des collectivités.

L'Etat est plus endetté que prévu et il a été demandé aux collectivités de faire des efforts supplémentaires sur leurs budgets alors qu'elles votent déjà leur budget en équilibre (ce qui n'est pas le cas de l'Etat). Les

collectivités génèrent de l'endettement que pour de l'investissement, alors que l'Etat a besoin d'emprunt pour financer son propre fonctionnement.

A l'unanimité, les membres du conseil décident de :

- l'adoption de la motion de soutien présentée par l'Association des Petites Villes de France, relative aux mesures d'économies annoncées par l'Etat et susceptibles d'affecter les finances locales des collectivités
- la signature de cette motion par Monsieur le Maire.

21. FINANCES LOCALES – Demande de subvention exceptionnelle de l'association Chant'Cours

Exposé de Madame Jeanne Marie BERCHOUX LAMBERT – 4^{ème} Adjointe

L'association « Chant'Cours » sollicite, au nom de plusieurs associations, une subvention exceptionnelle de la Commune, pour les aider à équilibrer le budget d'un événement musical « 3 jours pour Pascal », qu'ils organisent le week-end du 7 au 9 juin prochain, en hommage à M. Pascal CANARD, grand acteur culturel de notre territoire, décédé en Septembre 2023. La manifestation se déroule sur Thizy les Bourgs. L'association avait sollicité une aide de 1 000 €. Le Conseil Municipal souhaite soutenir ce projet et octroyer une aide, à titre exceptionnel, d'un montant de 200 €.

Cette demande de subvention étant arrivée hors délai, puisque les associations doivent nous les transmettre avant le 31/01 de chaque année, elle n'a pas pu être inscrite au Budget Primitif 2024 de la Commune. Il convient donc de délibérer à ce sujet, pour acter ce soutien financier exceptionnel.

A l'unanimité les membres du conseil approuvent le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 200 €, à l'association « Chant'Cours » et de prévoir cette somme au budget 2024.

INFORMATIONS DIVERSES DU MAIRE

Date du prochain conseil municipal :

- Le Mardi 09/07/2024 à 19h00 à la Salle des Fêtes de Thel à COURS.

Tour du Beaujolais :

Le Vendredi 7 Juin prochain, Cours aura le plaisir d'accueillir la course cycliste du « Tour du Beaujolais ». Il s'agira de la 1^{ère} étape de cette course de 3 jours. Nous aurons donc le plaisir d'applaudir les coureurs, vers 15h. en provenance de Belmont de la Loire, ils emprunteront le Col de la Bûche, la rue de Chauffailles, la rue G. Clemenceau et la rue Général Leclerc, en direction de Mardore, puis St Vincent de Reins. Venez nombreux les encourager.

Communication des jurés d'assises :

Hier, le 13 Mai 2024, 9 personnes ont été tirées au sort à partir des listes électorales de la Commune de COURS, par les membres du Conseil Municipal présents, pour établir la liste des Jurés d'Assises 2025, à savoir :

- Mme CHOUIAL Amira – Cours La Ville
- M. FOURNIER Kenny – Cours La Ville
- Mme KISSY née VOINSON Nathalie – Cours La Ville
- M. LACHIZE Arnaud – Thel
- M. MONTIBERT Romain – Cours La Ville
- Mme RAT née JANDEAU Simone – Cours La Ville
- Mme SULTANA née COMIOTTO Edith – Cours La Ville
- Mme THOMAS née TINET Françoise – Cours La Ville
- Mme TRONCY née CHETAIL Véronique – Cours La Ville

Subventions aux associations :

Suite au CCAS du 26/03 dernier où les subventions allouées aux associations ont été votées pour 2024, nous avons reçu un courrier de remerciements de la part de :

- Saint Vincent de Paul

Critérium du Dauphiné : départ d'une étape à Amplepuis le jeudi 6 juin prochain

INFORMATIONS DES MAIRES DELEGUES ET ADJOINTS

Jonathan PONTET :

Concours du Fleurissement :

L'association « Cours La Ville Initiative » a, en ce début d'année, élu un nouveau bureau. Hélène Lacroix et son équipe qui ont œuvré de très belles années à la promotion du tourisme de Cours La Ville, ont donc laissé leur place à une nouvelle équipe. Présidée par Elianne Naudi, Cours La Ville Initiative reprend le flambeau de l'organisation du « Concours communal du Fleurissement ».

Les habitants de l'ensemble de la Commune Nouvelle sont donc invités à fleurir leurs maisons, pour embellir Cours et rendre encore plus agréable notre cadre de vie. Ceux qui le souhaitent peuvent ensuite concourir, dans l'une des catégories suivantes :

- 1- Maisons fleuries avec jardin d'agrément
- 2- Façades fleuries – fenêtres, balcons, terrasses
- 3- Jardins potagers

Les bulletins d'inscription sont disponibles au Point Info Tourisme, en Mairies et en ligne sur le site internet de la commune. Ils devront être retournés avant le 30/06 prochain.

Cours La Ville Initiative, avec l'aide du service Espaces Verts communal, se chargeront du jury et s'engage à primer les 3 premiers de chaque catégorie et récompenser tous les participants. Remerciement est adressé à Mme Naudi, nouvelle présidente qui a bien voulu accepter de reprendre ces missions.

Différentes manifestations à venir :

- Fête de la ferme :

Lundi de Pentecôte sur la place de la République à Cours, exposition de matériel agricole, animations, dégustations de produits locaux.

- Fête du pain :

1^{er} week end de juin à Pont Trambouze avec feu d'artifice, bal et fête foraine.

- Fête de Cours :

1^{er} week end de juillet à Cours : avec le vendredi soir marché nocturne, le samedi les 90 ans de la Boule avec un feu d'artifice, et le dimanche course cycliste des jeunes.

Michel PALLUET :

Accès automatisé à la déchèterie :

À partir du mois de septembre, les déchèteries du territoire de la COR, dont celle de COURS, se modernisent en mettant en place un système de contrôle d'accès, par lecture de plaque d'immatriculation.

Ce système offre plusieurs avantages :

- un accès réservé aux seuls habitants de la COR ;
- une meilleure disponibilité des gardiens pour orienter les usagers ;
- une meilleure vision de l'utilisation des déchèteries pour adapter le service au plus près des besoins des usagers.

De ce fait, pour pouvoir accéder aux déchèteries, il faudra donc que chaque habitant de Cours enregistre au préalable son véhicule sur un site dédié (www.ouestrhodanien.fr/nouveau-acces-aux-decheteries-inscrivez-votre-vehicule)

Pour les personnes qui n'ont pas accès à internet, des formulaires papier sont disponibles en déchèterie, en mairie ou encore au siège de la COR.

Pour de plus amples informations, le service déchets de la COR est joignable au 04 74 89 58 33 ou par mail infotri@c-or.fr

M. Palluet précise qu'il y a beaucoup de réponses sur une foire aux questions sur le site de la COR, et que le Pimm's est aussi à disposition pour aider les habitants dans cette démarche.

Jeanne Marie BERCHOUX LAMBERT :

Diverses manifestations :

- Marche de l'Amicale : 19/05
- Concert d'orgue le 26/05 à l'église
- Fête de la musique le 22/06
- Fête des écoles et course de canards sur la Trambouze le 29/06

Bernard KRAEUTLER :

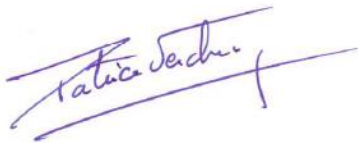
M Kraeutler fait une présentation des futurs travaux sur le Haut de Cours, présentation qui sera faite en réunion publique. Ces travaux vont permettre d'aérer le quartier et remettre aux normes la voirie et notamment les trottoirs.

Thel : cérémonie du 80^{ème} anniversaire au monument : c'était une très belle cérémonie avec plus de 300 personnes présentes. M le Maire remercie l'ensemble des bénévoles présents à cette occasion et qui ont fait de cette cérémonie une réussite.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h30.

A Cours, le 14 Mai 2024

**Le Maire,
Patrice VERCHERE**



**La secrétaire de séance
Delphine CHARRIER**

